

Urgence de redresser le SPVM

Montréal, le mercredi 22 février 2017 – À la lumière des éléments récemment exposés dans les médias, notamment dans le reportage de JE (TVA) du 21 février, la Fraternité constate que le ministre de la Sécurité publique est interpellé par l'urgence de redresser le SPVM. La Fraternité estime crucial de prendre les moyens de réinstaurer la confiance de ses membres et du public envers les affaires internes et la direction du SPVM. « Personne ne peut prétendre qu'il n'y a pas de problème et nous demandons au ministre de prendre les moyens pour le régler » a déclaré André Gendron, vice-président exécutif de la Fraternité, ajoutant que la réouverture par la SQ de quelques enquêtes annoncées par le directeur Pichet sera insuffisante. « On ne le laissera personne tenter de restreindre la vue sur la forêt en pointant quelques arbres » a imaginé monsieur Gendron.

La Fraternité avait déjà souligné à plusieurs reprises que le processus disciplinaire au sein du SPVM souffrait d'un tragique déficit de crédibilité et ignorait les règles de justice naturelle (notamment dans les communiqués émis par la Fraternité les 21 juin et 23 septembre 2016). Le président de la Fraternité, Yves Francoeur, a par ailleurs déjà qualifié le processus disciplinaire de *bidon*.

La Fraternité avait également exigé (dans les communiqués précités) que monsieur Labos soit déplacé de son poste d'inspecteur-chef aux affaires internes compte tenu qu'il se trouvait sous enquête de la SQ et qu'il n'avait plus la crédibilité nécessaire pour prétendre diriger l'unité devant s'assurer de la probité de tous les policiers et policières de Montréal.

Rappelons que monsieur Labos était déjà soupçonné de gestes illégaux dans l'élaboration de la preuve contre des policiers. Le 23 septembre dernier, le directeur Pichet préférait pourtant convoquer les médias afin de déclarer sa grande confiance envers l'inspecteur-chef Labos. À l'occasion de cette conférence de presse, le directeur du SPVM avait même déclaré :

« Je veux déplorer l'attitude mal intentionnée de certains individus, dont la Fraternité des policiers et policières qui ont choisi de s'en prendre au SPVM, de mettre en doute mon jugement, de réclamer le déplacement de l'inspecteur-chef Labos, malgré le fait que ceux-ci ne connaissaient pas tous les aspects de cette affaire. (...). Cela montre que le travail rigoureux est le meilleur moyen de se protéger contre les déclarations mensongères, le mépris des faits et des lois dont s'abreuvent certains individus. »

Un mois plus tard éclatait pourtant un nouveau chapitre de la chasse aux sorcières avec le scandale de l'**espionnage des journalistes**. Rappelons que ce scandale eut un tel retentissement qu'il est à l'origine d'une commission d'enquête publique.

En outre, le reportage de JE remet de nouveau à l'avant-plan le caractère totalement surréaliste de la déclaration faite en grande pompe par le directeur Pichet le 23 septembre dernier.

En définitive, la Fraternité estime incontournable que le ministre de la Sécurité publique identifie les moyens par lesquels on procédera à l'urgente remise sur pied du SPVM, soulignant que la pétition initiée par les policiers était directement alignée sur les préoccupations de la Fraternité. « Le ministre doit prendre les moyens d'un profond redressement du SPVM » a ajouté le vice-président exécutif de la Fraternité, André Gendron, avant de conclure que la « Fraternité suivra le dossier d'extrêmement proche ».

-30-

Renseignements : Martin Desrochers
Directeur, recherche et communications
Fraternité des policiers et policières de Montréal
514 527-4161
martind@fppm.qc.ca